



## **COUR D'APPEL DE LYON**

### **TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE SAINT-ÉTIENNE ET DE ROANNE**

#### **MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE REMPLACEMENT ET D'INSTALLATION DES SYSTEMES DE SURETE (CONTROLE D'ACCES, ANTI- INTRUSION ET VIDEOPROTECTION)**

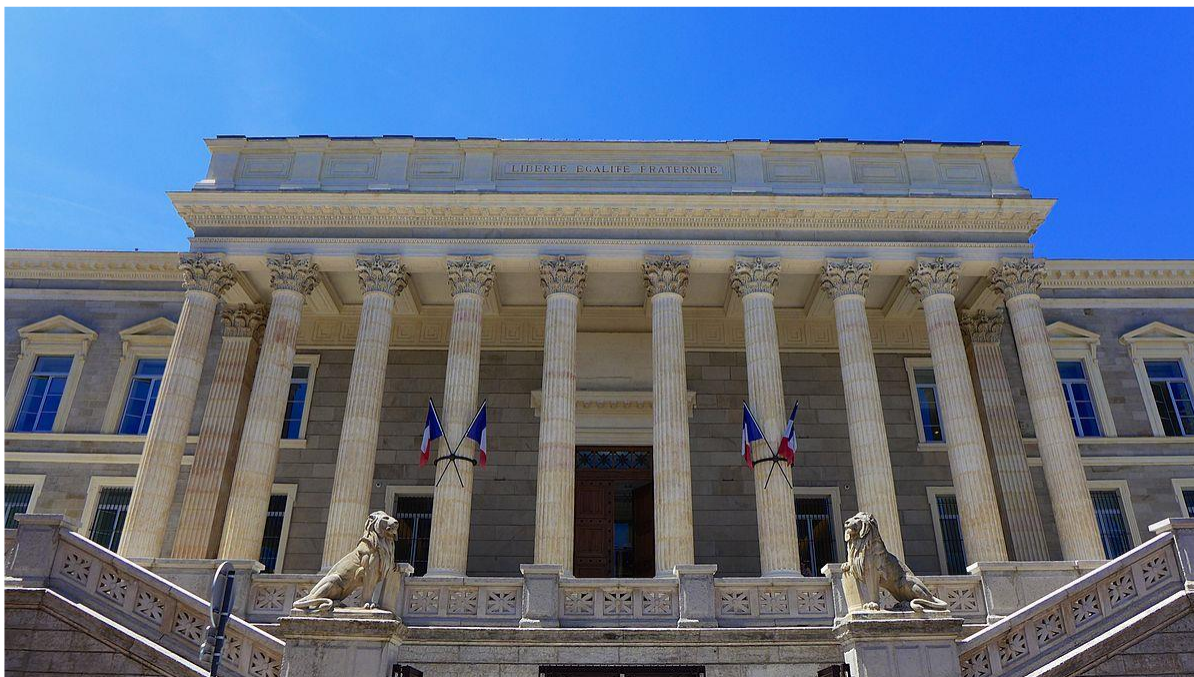
# **PROGRAMME**

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>PRESENTATION DES BATIMENTS .....</b>	<b>3</b>
1.1	LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-ETIENNE .....	3
1.2	LE PALAIS DE JUSTICE DE ROANNE.....	4
<b>2</b>	<b>CONTEXTE.....</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>OBJECTIFS DE L'OPERATION .....</b>	<b>5</b>
3.1	L'OBJET DE L'OPERATION .....	5
3.2	METHODE DE TRAVAIL .....	6
3.3	DIAGNOSTICS REALISES COMME BASE DE TRAVAIL .....	7
<b>4</b>	<b>PRESENTATION DES INTERVENANTS.....</b>	<b>7</b>
4.1	MAITRE D'OUVRAGE .....	7
4.2	UTILISATEURS ET GESTIONNAIRES .....	8
4.3	LE CONTROLEUR TECHNIQUE .....	8
4.4	LE COORDONNATEUR SPS .....	8
4.5	L'OPC .....	8
4.6	LA COORDINATION DES SYSTEME DE SECURITE INCENDIE .....	8
<b>5</b>	<b>CONTRAINTES ET EXIGENCES OPERATIONNELLES .....</b>	<b>9</b>
5.1	EXIGENCES DE COUT .....	9
5.2	PLANNING PREVISIONNEL .....	9
5.3	PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB.....	10
5.4	TRAVAUX EN SITE OCCUPE - AVIS DES UTILISATEURS.....	10
5.5	TRAVAUX EN SITE OCCUPE - MAINTIEN DES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT PENDANT LES TRAVAUX .....	10
<b>6</b>	<b>EXPLOITATION ET MAINTENANCE.....</b>	<b>10</b>
6.1	SECURITE INCENDIE.....	11
6.2	DOE, DIUO .....	11
6.3	DOCUMENTS A DISPOSITION .....	11

# 1 PRESENTATION DES BATIMENTS

## 1.1 LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-ETIENNE



Le Palais de Justice se situe sur la place du même nom à Saint-Étienne. Il abrite le Tribunal Judiciaire et la cour d'assises de la Loire. Le bâtiment est propriété du département, mis à disposition du ministère de la Justice qui en assume les charges et prérogatives de propriétaire.

Le bâtiment, dont la façade ci-dessus présente un caractère néoclassique de site judiciaire, entoure une cour intérieure avec un parking privatif. Il est identifié dans la liste des site patrimoniaux remarquable (zone Tarentaise Beaubrun).

Il a été complètement restructuré en 2003 puis réaménagé en 2012. Il s'agit d'un ERP de 2e catégorie de type W, L, d'une surface utile brute totale (SUB) de 9748 m<sup>2</sup>, un peu plus de 3000 m<sup>2</sup> de surface utile nette (SUN). Les équipements concernés par les travaux de remplacement ont été installés lors de la restructuration du palais, achevée en 2003.

Le bâtiment s'élève sur 4 niveaux (plus un sous-sol). Au RdC, on retrouve la majorité des salles d'audience du tribunal, une dizaine, des bureaux, ceux des juges aux affaires familiales notamment, ainsi que divers locaux techniques. Au premier étage, on trouve l'accueil, le service d'accueil unique du justiciable (SAUJ), la salle des pas perdus avec l'accès au RdC, 2 grandes salles d'audience et de nombreux bureaux, dont ceux du siège (présidence du tribunal) et ceux des services de greffes et juges d'application des peines. Le deuxième étage est une zone tertiaire, avec les locaux du service des tutelles, les bureaux du parquet dont celui du procureur de la république, le tribunal de police et le tribunal pour enfants. Enfin, le 3<sup>ème</sup> étage n'est aménagé que sur une petite partie du bâtiment, et comprend quelques bureaux et locaux techniques.

## 1.2 LE PALAIS DE JUSTICE DE ROANNE



Le Palais de Justice (abrégé en PJ par la suite) de Roanne abrite le Tribunal Judiciaire (fusion des anciens tribunaux d'instance et de grande instance), le tribunal de commerce ainsi que le conseil des prud'hommes.

Il se situe en centre-ville au 5 Place Georges Clemenceau à Roanne. Le bâtiment est propriété de l'Etat.

Surfaces indicatives : SUB = 4127 m<sup>2</sup>      SUN = 1514 m<sup>2</sup>  
(SUN : surface utile nette / SUB : surface utile brute)



Le bâtiment se situe sur les parcelles 57 et 746 ; la parcelle 745 correspondant au parking du Palais de Justice et est intégré dans le périmètre judiciaire.

Le Palais de Justice n'est pas classé monument historique. Cependant, il se situe dans le périmètre de protection de monuments inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (château, maison à pans de bois).

Le Palais de Justice est un établissement recevant du public de 3ème catégorie de type W avec des activités de type L.

## 2 CONTEXTE

Le service en charge de la maintenance des palais de justice, en lien avec les entreprises de maintenance multi-technique, fait régulièrement remonter des problèmes de fonctionnement et de vétusté sur les installations relatives à la sûreté (contrôle d'accès, anti-intrusion et vidéoprotection). Il est également fait état de la difficulté pour mettre en œuvre le remplacement de certains de ces organes qui sont aujourd'hui obsolètes et dont la fabrication et la vente ne sont plus assurées par certains fournisseurs.

## 3 OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le département immobilier de Lyon, maître d'ouvrage du projet actuel, a décidé de lancer la présente consultation pour retenir une équipe de maîtrise d'œuvre afin de réaliser les travaux suivants sur les sites des Tribunaux Judiciaires de Saint-Etienne et de Roanne.

### 3.1 L'OBJET DE L'OPERATION

Pour le palais de justice de Saint-Etienne, l'objectif est un remplacement complet (hors câblage pouvant être conservé) des systèmes de sûreté (vidéoprotection, contrôle d'accès et anti-intrusion). La présente mission prévoit aussi d'étendre autant que nécessaire les systèmes afin de répondre pleinement aux exigences de sûreté des palais de justice. Des boutons anti-agressions existent dans certains locaux. Leur remplacement sera également à prévoir, pour les intégrer dans le système global de sûreté.

Concernant le palais de justice de Roanne, il n'existe actuellement pas de contrôle d'accès et les systèmes de vidéo protection et anti intrusion sont vieillissants et commencent à tomber en panne d'où la nécessité d'être complété et remis à jour.

L'objet de l'opération est donc le remplacement et/ou la mise à jour et l'ajout de systèmes de contrôle d'accès, anti-intrusion et vidéosurveillance en fonction des exigences programmatiques du Ministère de la Justice sur la sécurisation des locaux, des besoins exprimés par les utilisateurs et les rapports d'étude de sûreté réalisé par le chargé de mission zonal défense et sécurité de chaque site. L'opération comprend également les prestations annexes nécessaire au remplacement (reprise de second œuvre, percements ...) et la mise au point des autorisations administratives afférentes.

Le maître d'œuvre désigné portera, entre autres, une attention particulière :

- à la continuité de fonctionnement du contrôle d'accès et des dispositifs de sûreté pendant tout le chantier ;
- à la qualité et la maintenabilité des systèmes choisis (licences ouvertes) ;
- à l'organisation et au pilotage d'un chantier en site occupé avec maintien de l'activité en présence de public sensible et à faible nuisances ;



- à la bonne intégration (dissimulation) des équipements et cheminements ;
- à la qualité environnementale du chantier et au tri des déchets.

L'opération comprend également les prestations annexes nécessaires aux travaux envisagés (reprise de second œuvre, percements...) ainsi que les asservissements éventuels (notamment pour la partie SSI) dont le titulaire aura la charge pleine et entière ainsi que la vérification que la serrurerie des portes existantes est bien adaptée au système qui sera installée.

Le système préconisé devra se rapprocher au plus près des recommandations de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des Systèmes d'Information) et devra prendre en compte le guide du ministère de la justice concernant le câblage (le CCTG VDI 2023) et le guide de la sûreté (guide pratique sûreté DSJ). Ces guides sont joints en annexe.

#### **L'équipe de maîtrise d'œuvre aura à sa charge :**

- La rédaction de l'ensemble des comptes-rendus des réunions de concertation avec les utilisateurs.
- La préparation, le suivi et la reprise éventuelle des demandes administratives et le contrôle de leur exécution,
- L'assistance au maître d'ouvrage pour les éventuelles réunions avec les services extérieurs (SDIS, ...).
- La mission de Coordinateur SSI (cf. § 4.6), notamment pour l'étude de l'asservissement du système de contrôle d'accès au SSI et pour la mise à jour du dossier d'identité SSI.

### 3.2 METHODE DE TRAVAIL

Un travail d'analyse de la situation actuelle sera réalisé à l'occasion de séances d'échanges avec les représentants des utilisateurs du palais de justice (chefs de juridiction et direction de greffe). Le maître d'œuvre.

Lors de la phase AVP, il est attendu le recensement de tous les équipements (sur plan) et établissement du synoptique de l'installation.

Les plans définissant les différentes zones de chaque tribunal seront mis à jour en fonction des remarques éventuelles des utilisateurs et respecteront le zoning établi dans les guides méthodologique du Ministère de la Justice :

- Zone accessible au public
- Zone accessible au public sur convocation
- Zone réservée au personnel
- Zone sécurisée

A ce titre, il proposera en phase AVP des plans fonctionnels sur lesquels apparaissent

- Pour le contrôle d'accès :
  - o les portes à équiper et le sens d'ouverture contrôlé
  - o L'emplacement des reports des systèmes de visio
- Pour la vidéoprotection : l'emplacement des caméras et les zones couvertes par la vidéoprotection
- Pour l'anti-intrusion : l'emplacement des différents matériels, les zones et les portes/fenêtres protégés

Ces plans fonctionnels seront mis à jour lors de la phase en PRO en fonction des remarques émises par la maîtrise d'ouvrage et une fois validé serviront de base à l'élaboration des plans DCE.

Enfin à la fin de la phase AVP, le MOE définira les prestations nécessaires relatives à la maintenance des équipements installés et estimera leur cout.

Le DCE comprendra un descriptif des portes à équiper en contrôle d'accès/anti-intrusion (dimensions, photos, caractéristiques) et le MOE devra s'assurer que le système de serrurerie actuel permet l'installation de contrôle d'accès, ou le cas échéant prévoir son adaptation.

De plus, il est nécessaire :

- que la technologie employée pour les badges dispose d'un visa de sécurité délivré par l'ANSSI. Elle devra permettre le chiffrement et donc la protection du badge.
- que le système de contrôle d'accès repose sur un système de badges (technologie type « Mifare Desfire » ou équivalent) et interphonie complémentaire, le cas échéant.
- que le Mifare DESFIRE, le cas échéant, soit en version EV2 ou EV3 (la version EV1 est obsolète et surtout piratable).
- que la solution de contrôle d'accès soit interopérable, donc en capacité d'échanger des informations avec :
  - La vidéosurveillance
  - L'anti-intrusion
  - Cette interopérabilité doit être native (sans l'ajout de passerelle informatique).
- les UTL doivent pouvoir être équipées de batteries (de préférence).

La MOE devra prendre en compte tous les aspects critiques de ce type d'opération notamment en matière de phasage des travaux, comme par exemple le basculement de l'ancien système vers le nouveau.

Il devra également prendre en compte les difficultés de travaux liés au cheminement du câblage dans un cadre bâti ancien. Les percements et nouveaux cheminements éventuels devront faire l'objet d'une attention particulière.

Les études sont conduites concomitamment pour les 2 sites mais il y aura 2 comités de pilotage.

Les marchés de travaux pourront être lancés l'un après l'autre en fonction des disponibilités budgétaires du maître d'ouvrage.

### 3.3 DIAGNOSTICS REALISES COMME BASE DE TRAVAIL

Une étude de zoning et d'emplacement des équipements propre à chaque site a été réalisée par HIGH B-TECH et sera fourni aux candidats sur demande adressée via la PLACE et en échange d'une attestation de confidentialité.

Ces livrables seront communiqués au maître d'œuvre comme simple base de travail. Le maître d'œuvre est tenu de réinterroger l'ensemble du contenu de ces diagnostics au regard des besoins spécifiques du présent programme.

## **4 PRESENTATION DES INTERVENANTS**

### 4.1 MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est le Ministère de la Justice représenté par le département immobilier de Lyon, au secrétariat général, délégation interrégionale centre-est, assurant également les prérogatives d'ordonnateur secondaire.

#### **Ministère de la Justice**

DIR SG Centre-Est - Département de l'Immobilier de Lyon  
Le Britannia C/8  
20, Boulevard Eugène Deruelle  
69432 Lyon Cedex 03

Opération suivie par :

M. Paul GALABERTIER, chef de projets au Département Immobilier de Lyon

Courriel : [paul.galabertier@justice.gouv.fr](mailto:paul.galabertier@justice.gouv.fr)

Tél : 06.16.46.96.94

## 4.2 UTILISATEURS ET GESTIONNAIRES

---

Palais de Justice de Saint-Etienne :

Le chef d'établissement est le président du Tribunal Judiciaire. La responsabilité de l'établissement dans son ensemble dans ses aspects de gestion administrative et immobilière, est assurée à parts égales par le président du tribunal judiciaire et la procureure de la république auprès dudit tribunal. Ils sont aidés dans cette mission par la directrice de greffe du tribunal de judiciaire assisté de la cellule du service intérieur du palais de justice.

Le dépôt judiciaire du site fait l'objet d'une surveillance et d'une utilisation par les forces dédiées de la police nationale

Palais de Justice de Roanne :

Le chef d'établissement est la présidente du Tribunal Judiciaire. La responsabilité de l'établissement dans son ensemble dans ses aspects de gestion administrative et immobilière, est assurée à parts égales par le président du tribunal judiciaire et le procureur de la république auprès dudit tribunal. Ils sont aidés dans cette mission par la directrice de greffe du tribunal de judiciaire assisté de la cellule du service intérieur du palais de justice.

Le dépôt judiciaire du site fait l'objet d'une surveillance et d'une utilisation par les forces dédiées de la police nationale.

Les deux palais de justice font l'objet d'un contrat de maintenance multi technique dont le titulaire actuel est VINCI Facilities – FACEO.

## 4.3 LE CONTROLEUR TECHNIQUE

---

Le contenu de la mission confiée au contrôleur technique sera de type

- ... Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- ... Mission LE : solidité des ouvrages existants
- ... Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP ;
- ... Mission HAND accessibilité ;

Le nom du contrôleur technique sera communiqué au MOE après attribution du marché.

## 4.4 LE COORDONNATEUR SPS

---

Le nom du CSPS qui suivra la présente opération sera communiqué au MOE après attribution du marché.

## 4.5 L'OPC

---

Le maître d'ouvrage confie, au travers du présent marché, la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination au maître d'œuvre désigné pour cette opération.

## 4.6 LA COORDINATION DES SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

---

**Le maître d'œuvre (ou un membre du groupement) remplit le rôle de coordinateur SSI** (selon la norme NF S 61-931 qui définit le rôle du coordinateur SSI). Il inclura dans sa mission les temps



d'échanges/réunion si besoin avec le SDIS des sites afin d'établir un projet répondant aux exigences de sécurité et réglementaires tout en respectant les conditions générales de fonctionnement du site judiciaire et les obligations de sûreté d'un tel bâtiment.

## 5 CONTRAINTES ET EXIGENCES OPERATIONNELLES

### 5.1 EXIGENCES DE COUT

**L'estimation du coût des travaux, arrêtée par la maîtrise d'ouvrage, est de 1 030 000 € HT (valeur janvier 2025).**

De façon indicative, la **répartition par site est la suivante** :

- **Tribunal de Saint-Etienne : 535 000 €**
- **Tribunal de Roanne : 495 000 €**

La répartition pourra être ajustée au stade des études d'avant-projet

Il est rappelé que cette estimation ne comprend pas les rémunérations des prestations intellectuelles (maîtrise d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, ...) et les frais divers de l'opération (études préalables, assurances, frais de consultation, etc. ...).

Il sera utile de prévoir une formation aux gestionnaires du bâtiment, pour utiliser de façon optimale et pour le confort des utilisateurs, les équipements installés dans le bâtiment.

La première exigence du maître d'ouvrage est le respect du coût global des travaux qui ne devra pas dépasser l'enveloppe financière estimée.

### 5.2 PLANNING PREVISIONNEL

Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre	mai 2026
Notification du marché de maîtrise d'œuvre	juin 2026
Démarrage des études	juillet 2026
Remise AVP	septembre 2026
Dépôt des demandes d'autorisation de travaux	octobre 2026
Remise PRO/DCE	novembre 2026
Lancement de la consultation des entreprises	décembre 2026
Démarrage des travaux	avril 2027
Livraison aux utilisateurs	octobre 2027

S'agissant des phases d'études, les exigences de délais de remise des livrables sont fixées dans le CCAP.

### 5.3 PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB

---

Un Diagnostic Amiante Avant Travaux (DAAT) et de plomb sera réalisé par le maître d'ouvrage pendant les études de maîtrise d'œuvre pour chaque site, une fois que la localisation des travaux sera clairement définie. Le maître d'œuvre accompagnera la maîtrise d'ouvrage et l'entreprise en charge de ce DAAT pour la détermination de la localisation des prélèvements à effectuer. Il assistera également à la restitution du diagnostic par l'opérateur agréé afin d'en partager les conclusions.

### 5.4 TRAVAUX EN SITE OCCUPE - AVIS DES UTILISATEURS

---

Les utilisateurs du tribunal judiciaire, par l'intermédiaire de leurs représentants désignés ci-dessus, seront associés à l'élaboration du projet, principalement en phases AVP, PRO/DCE puis DET afin de permettre de définir, puis gérer, la planification des travaux en site occupé, en lien avec l'organisation de l'établissement et ses contraintes judiciaires et de sûreté.

Il est précisé que si la consolidation des besoins et la définition des travaux se fait dans le souci d'associer les utilisateurs, la capacité de décision demeure la prérogative du maître d'ouvrage, sur la base des synthèses et des bilans avantages/contraintes que devra lui soumettre le maître d'œuvre, tant sur les partis pris techniques que sur les équipements à mettre en place.

Une attention particulière sera portée à la sûreté, quant à la situation personnelle des intervenants, qui fera l'objet d'une vérification, préalable à toute venue sur site, par les services du tribunal judiciaire. Pour divers motifs de sûreté, l'entrée dans le site pourra être refusée sans recours possible.

### 5.5 TRAVAUX EN SITE OCCUPE - MAINTIEN DES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT PENDANT LES TRAVAUX

---

S'agissant de sites judiciaires occupés, les audiences et l'accueil du public ne peuvent s'interrompre pendant la mise en place des équipements et les conditions d'ouverture du site ne doivent pas être modifiées du fait soit de conditions thermiques dégradées, ni par la survenance de nuisances incompatibles avec l'activité judiciaire (poussières, bruit, circulations inopportunes dans des parties du tribunal, ...). L'attention du titulaire devra également être portée sur les installations de chantier, la gestion des déchets, le stockage et l'entreposage des matériaux.

Il conviendra d'intégrer toutes les mesures nécessaires afin de ne pas perturber l'activité durant les travaux et de maintenir la sécurité (sorties de secours, accès pompier), la sûreté (plan Vigipirate, accès et sorties des fourgons de détenus) des établissements et l'utilisation des locaux par les occupants ou le public.

Lorsqu'il y a déplacement sur site, les intervenants peuvent également se voir imposer des conditions spécifiques d'accès à certains locaux (accompagnement par l'opérateur de sûreté, horaires fixes...), voire des interruptions de chantier dans les périodes de procès sensibles ou d'assises.

## 6 EXPLOITATION ET MAINTENANCE

L'optimisation des besoins de maintenance doit être recherchée, le maître d'œuvre doit s'interroger sur les conséquences de ses choix techniques, en matière de maintenance et d'entretien des bâtiments et équipements.

Sont cités pour mémoire :

- La qualité et la maintenabilité des systèmes choisis (licences ouvertes)
- L'accessibilité aux organes de commandes ou de contrôle des différentes installations
- La facilité de nettoyage et d'entretien des matériaux et matériels
- La facilité de démontage, évacuation, remplacement du matériel usagé
- Le repérage des circuits et organes de commande

## 6.1 SECURITE INCENDIE

---

Les travaux devront donc respecter les prescriptions du règlement de sécurité contre l'incendie des ERP de type et catégorie précités.

Le maître d'œuvre assure la fonction de **coordinateur SSI** pour cette opération. A l'issue de l'opération de travaux, le titulaire mettra à jour le dossier d'identité de chaque site.

## 6.2 DOE, DIUO

---

Le maître d'ouvrage sera très attentif au dossier des ouvrages exécutés (DOE) et au dossier d'intervention ultérieure (DIUO) sur l'ouvrage. Ces dossiers doivent être des documents faciles à utiliser.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage devra être organisé sous la forme de fiches avec nomenclature. Ces fiches comporteront les références des plans des ouvrages exécutés à consulter pour préparer l'intervention.

Il intégrera également le dossier de maintenance tel que défini à l'article R4211-3 du code du travail.

Le dossier des ouvrages exécutés comprendra entre autres la mise à jour des plans des niveaux ayant subi des aménagements, au format numérique et selon la charte graphique en vigueur.

Concernant les équipements installés, il sera prévu la formation nécessaire des équipes de maintenance et des utilisateurs pour la prise en main de l'ensemble de l'installation.

## 6.3 DOCUMENTS A DISPOSITION

---

Les documents suivants seront à disposition des soumissionnaires :

- CCTG VDI 2023 ;
- Guide pratique sûreté DSJ ;
- Guide ANSSI « RECOMMANDATIONS SUR LA SÉCURISATION DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS PHYSIQUE ET DE VIDÉOPROTECTION »

Les documents suivants seront à disposition des soumissionnaires si ceux-ci en font la demande (après signature d'un engagement de confidentialité)

- Plans des sites
- Etude effectuée par High B Tech comprenant le zoning.

Les documents suivants remis au titulaire du marché :

- DTA des bâtiments ;
- DOE des installations de vidéoprotection